

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-061 - Séance du 07/07/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	24	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 7 juillet à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 01 juillet 2021.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, David CARBONELL, Valérie DALMAS, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Marie-Thérèse AMALVY, Josiane DEVESEA, Michel BAUDOUR, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Julie LUDGER, Martin FAURE.

Absents représentés :

Ludovic DUCAMP pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER ; Bernard VIDAL pouvoir à Carole PAHLAWAN ; Séverine MONIN pouvoir à David CARBONELL ; Olivier DURIX pouvoir à Emilie CHENOT ; Nadine GUILLON pouvoir à Philippe MARTY.

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Martin FAURE.

N° DLM-2021-061 - OPERATION DE REQUALIFICATION DU CŒUR DE VILLE – CONCESSION D'AMENAGEMENT- INDEMNISATION DES CANDIDATS

Dans le cadre de l'opération de requalification du cœur de Ville, la commune a souhaité engager une concession d'aménagement au titre de l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme et soumise à une procédure de mise en concurrence régie par les articles R. 300-4 et suivants dudit Code. Cette procédure est également régie par les troisième parties des parties législatives et réglementaires du Code de la Commande Publique.

En ce sens, la procédure restreinte retenue, va amener la commune à exiger des remises de prestation lors de la phase offre afin de pouvoir notamment comparer les projets architecturaux des concurrents.

Afin de favoriser la production de projets qualitatifs, il est envisagé d'indemniser les candidats évincés pour le travail de conception réalisé sous réserve que ceux-ci remplissent les conditions de fond et de forme qui seront exigées dans les documents de la consultation.

Seuls trois candidats seront autorisés à remettre une offre et il est donc proposé de prévoir une indemnité à hauteur de 20 000€ HT par candidat pour la remise d'un rendu d'avant-projet sommaire.

Il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir autoriser au titre de la procédure de concession d'aménagement, l'indemnisation à hauteur de 20 000€ HT par candidat évincé sous réserve de la production des études d'avant-projet sommaire, dont les exigences seront précisées dans les documents de la consultation phase offre.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Christophe KASZUBA et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** au titre de la procédure de concession d'aménagement, l'indemnisation à hauteur de 20 000€ HT par candidat évincé sous réserve de la production des études d'avant-projet sommaire, dont les exigences seront précisées dans les documents de la consultation phase offre.

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le mercredi 7 juillet,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.